

La première priorité

L'heure est venue pour une reprise tirée par les salaires et l'investissement public

Sharan Burrow



Sharan Burrow est Secrétaire-générale de la Confédération syndicale internationale.

SIX ANS après le déclenchement de la pire des crises financières et récessions qu'ait connue le monde depuis la Grande Dépression, le déficit mondial d'emplois reste la preuve cinglante de l'échec des politiques économiques appliquées pour la combattre.

Selon les *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde* de l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux de chômage mondial était de 5,9 % en 2014, soit plus de 200 millions de sans-emploi, bien plus que le taux d'avant la crise de 5,5 % en 2007.

Ces chiffres n'incluent pas les centaines de millions de travailleurs sous-employés ou dans l'économie informelle, ou qui ne gagnent pas assez pour s'affranchir de la pauvreté. L'OIT note que 760 millions de travailleurs, soit 28 % de la population employée dans les pays en développement, sont dans la catégorie des «travailleurs pauvres» — qui gagnent moins de 2 dollars par jour.

Le chiffre du chômage de l'OIT ne comprend pas non plus ceux qui ont mis fin à des recherches d'emploi infructueuses (qu'on appelle travailleurs découragés). C'est pourquoi le taux d'activité était encore plus faible en 2014 qu'au plus fort de la récession en 2009. Comme ce taux est plus bas, l'OIT prévoit que le ratio mondial emploi/population était de 59,7 % en 2014, le même qu'en 2009 et bien moins que les 60,7 % d'avant la crise en 2007.

Politiques insuffisantes

Les deux premières années après le début de la crise, la communauté internationale, via le Groupe des Vingt pays avancés et émergents (G-20) et les organisations internationales, a mené un effort concerté pour sauver le secteur financier de la chute, arrêter la spirale baissière de l'activité économique mondiale et aider la main-d'œuvre mondiale à retrouver un travail. Mais une fois les deux premiers

butts atteints — un secteur financier plus fort que jamais et des bénéfiques revenus à leur niveau d'avant la crise —, le troisième but a été abandonné.

Le sauvetage du secteur financier et la relance visant à enrayer la récession ont fait place en 2010 à des efforts prématurés et souvent voués à l'échec pour réduire les déficits budgétaires, surtout en supprimant des programmes sociaux et autres dépenses publiques et en augmentant les impôts régressifs.

Ces politiques ont non seulement aggravé la situation des plus dépendants de l'aide de l'État, mais aussi interrompu la reprise fragile dans de nombreux pays, surtout dans la zone euro, qui était retombée dans la récession en 2012. Ces politiques d'austérité, visant soi-disant à réduire l'endettement public, ont aussi été un échec cuisant, à en juger par l'augmentation des ratios dette/PIB provoquée par la vague de récessions.

Salaires en retard

La compression de la demande globale due au chômage élevé et persistant et à une progression des salaires inférieure à celle de la productivité constitue un aspect caractéristique de l'après-crise. Un rapport préparé conjointement en septembre 2014 par l'OIT, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale (OIT, OCDE, Banque mondiale; 2014) note ce phénomène et en quoi il a empêché une reprise solide et exacerbé les inégalités :

«La croissance des salaires a pris un net retard sur la croissance de la productivité du travail dans la plupart des pays du G-20. La baisse de la part des revenus du travail observée dans la plupart des pays du G-20 ces dernières décennies s'est poursuivie dans certains tandis que la part du travail a stagné dans d'autres. Les inégalités de salaires et de revenus ont continué à s'aggraver dans bien des pays du G-20... La



relance de la croissance économique ... dépend de la reprise de la demande, ce qui exige plus de créations d'emplois et de croissance des salaires.»

Selon un sondage mondial de la Confédération syndicale internationale (CSI) sur la population de 14 pays, seule la moitié des sondés pense que la génération à venir trouvera un travail décent. 82 % disent que leur revenu a diminué ou stagne par rapport au coût de la vie et la moitié des familles de travailleurs disent qu'elles ne peuvent pas suivre l'augmentation du coût de la vie. 78 % pensent que le système économique favorise les riches et n'est pas équitable pour la plupart des gens.

Stratégie de reprise mondiale

Le mouvement syndical mondial a cherché à répondre à la stagnation économique à long terme ainsi qu'au chômage et au sous-emploi élevés dus au manque de demande. Il a proposé une stratégie de reprise mondiale fondée sur le rétablissement des salaires et de l'investissement dans les infrastructures sociales et physiques publiques.

Selon une modélisation de la CSI, des mesures coordonnées de hausses des salaires et de relance de l'investissement public pourraient rehausser la croissance de 5,8 % dans les pays du G-20 ces cinq prochaines années (CSI, 2014). Une stratégie de reprise par les salaires et l'investissement aiderait aussi à atteindre les objectifs de viabilité sociale, environnementale et budgétaire et de baisse des inégalités.

S'il est bienvenu que le FMI et d'autres institutions internationales prêtent plus attention à la question des inégalités, la plupart doivent encore élaborer des approches cohérentes qui englobent et traitent toutes les causes des inégalités croissantes, notamment les évolutions des institutions et des politiques du marché du travail.

À l'instar des politiques comme l'austérité qui pèsent sur la demande globale, celles qui limitent la sécurité de l'emploi et affaiblissent les normes minimales peuvent réduire les revenus du travail et fausser la répartition globale des revenus.

L'OIT note dans son *Rapport mondial sur les salaires 2014/15* que «les inégalités commencent sur le marché du travail». Dans les pays où elles ont le plus augmenté, le phénomène peut souvent être attribué à une perte de revenus due à un chômage plus élevé combiné à de plus grandes inégalités salariales. Selon le rapport, pourtant, dans les pays émergents où — contrairement aux tendances mondiales — les inégalités ont reculé, «une distribution plus équitable des salaires et de l'emploi salarié a constitué un facteur prédominant».

Cela souligne l'importance de politiques comme le salaire minimum vital, les protections contre les licenciements abusifs et de solides institutions de négociation collective. Certaines institutions internationales ont proposé d'affaiblir les réglementations et les institutions du marché du travail selon l'hypothèse infondée qu'il y a une relation négative forte et systématique entre la réglementation et l'emploi.

La Banque mondiale, qui a dédié son rapport phare, le *Rapport sur le développement dans le monde 2013*, à l'emploi, a étudié en profondeur les publications économiques récentes sur les effets des législations sur la protection de l'emploi et des

salaires minimums. Selon le rapport, «la plupart des estimations des effets [des réglementations sur le travail] sur l'emploi est insignifiante ou modeste». On y conclut aussi qu'il «est clair que les syndicats et la négociation collective ont un effet égalisateur sur les différentiels de revenus».

Les mesures visant à déréglementer les marchés du travail et affaiblir la négociation collective ont eu une part importante dans certains programmes d'ajustement soutenus par le FMI, surtout récemment en Europe du Sud et de l'Est après la crise mondiale. Certains pays accusent une baisse sensible des salaires réels et un repli frappant du processus de la négociation collective.

L'effet immédiat est un dévissage de la demande intérieure, aggravant l'effet récessif des politiques d'austérité et alimentant

On ne peut accepter encore six ans de stagnation de l'emploi mondial.

un chômage à 25 % ou plus dans certains pays. Des signes montrent que les inégalités se sont creusées dans ces pays et vont empirer. Le syndicalisme est le plus ardent défenseur d'une protection sociale complète et d'une fiscalité progressive — si on l'affaiblit, cela aura des conséquences non seulement sur les salaires, mais aussi sur d'éventuelles politiques redistributives ambitieuses.

Il est temps de remettre l'action internationale sur les rails, en faisant de la création d'emplois la première priorité. On ne peut accepter encore six ans de stagnation de l'emploi mondial, accompagnée d'une véritable dépression dans certains pays.

Selon le sondage mondial de la CSI, les gens du monde entier veulent que leur gouvernement soit plus militant. Ils veulent que leur gouvernement maîtrise le pouvoir des entreprises (62 %) et s'attaque au changement climatique (73 %).

Le mouvement mondial des travailleurs a une vision claire de la tâche à accomplir : augmenter les salaires et la protection sociale, maîtriser le pouvoir des entreprises et éliminer l'esclavage salarié, assurer la justice climatique et une bonne gouvernance économique. Et adosser tout cela à l'emploi, l'emploi et l'emploi. ■

Bibliographie :

Confédération syndicale internationale (CSI), 2014, "The Case for a Coordinated Policy Mix of Wage-Led Recovery and Public Investment in the G20," economic modeling results prepared for the L20 elected representatives of trade unions from G20 countries.

Organisation internationale du travail (OIT), 2014, Rapport mondial sur les salaires 2014/15 : salaires et inégalités de revenus (Genève).

Organisation internationale du travail, Organisation de coopération et de développement économiques et Banque mondiale (OIT, OCDE, Banque mondiale), 2014, "G20 Labour Markets: Outlook, Key Challenges and Policy Responses," Report prepared for the G20 Labour and Employment Ministerial Meeting, Melbourne, September 11.